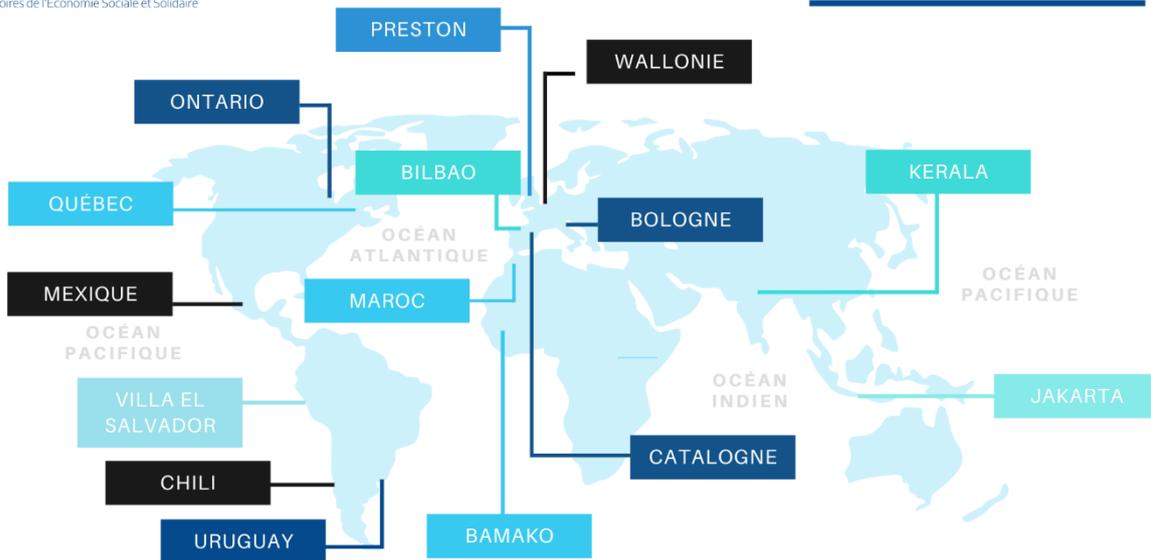


Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3^{ème} année en 2023 en partenariat avec le Global Social Economy Forum.

Les politiques de l'ESS : une approche comparée



Bamako

par Zoé Djimadoum et Dania Eid

Lors de la Session sur la contribution de la société civile à l'agenda 2030, Madani Koumaré, président du Réseau national d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire (RENAPESS) au Mali a prononcé les mots suivants : « *Un vieux sage de chez nous, Sékou Ahmadou disait, « si tu es puissant, tâche d'être magnanime, si tu as, sache partager, même en colère sache agir avec dextérité et, même profondément déçu par les hommes, sache quand même garder quelques égards pour eux parce qu'en tout homme sommeille une partie de la divinité »*¹. Il a également réclamé davantage de respect et de considération pour l'ESS, lors du forum mondial de l'économie sociale en 2016, en soutenant que c'est la réponse la plus adaptée aux problématiques africaines. Par exemple, l'urbanisation est intrinsèquement liée à l'ESS en Afrique et était au cœur du Dialogue Politique Afrique 2019 qui s'est déroulé à Bamako à l'initiative du Forum Mondial de l'Économie Sociale (GSEF) en partenariat avec plusieurs acteurs dont la ville de Bamako, le RENAPESS et l'Organisation Internationale de Francophonie (OIF). Le partenariat du RENAPESS avec le district de Bamako est d'ailleurs connu pour être « *un exemple pur l'Afrique de co-construction de politiques publiques de l'ESS* »². Ainsi, en 2019, la ville de Bamako, le RENAPESS et d'autres institutions ont signé la Déclaration de Bamako³ qui affirme « *qu'une démarche inclusive et globale de promotion de l'ESS incluant tous les acteurs est nécessaire pour un développement durable des territoires* ». Bamako est le siège du RENAPESS et compte une cinquantaine d'associations membres du réseau⁴, ce qui en fait une référence dans la promotion de l'ESS et la co-construction de politiques publiques en Afrique.

Le gouvernement malien élabore un projet de loi sur l'organisation de l'ESS dans le pays. Elle permettrait de répondre aux enjeux et défis du développement du Mali. Par ailleurs des lois sont déjà en place comme la Loi d'Orientation Agricole (LOA) qui consacre la sécurité alimentaire des maliens et maliennes. Cela montre la place grandissante donnée à l'ESS dans la mise en place de politiques publiques. Pour établir cette loi de nombreux acteurs, notamment issus de la société civile, ont été consultés. Un atelier de synthèse de la loi s'est d'ailleurs tenu à Bamako en septembre 2005. Cette loi favorise le combat contre l'exclusion sociale et la pauvreté ce qui permet d'éviter l'exil de milliers de jeunes et de femmes.

Ainsi, à Bamako, en accord avec la place d'action 2014-2018 du Mali et les politiques nationales de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire, un grand nombre de groupes d'actionnaires et des agences internationales s'engagent aux côtés du gouvernement et des collectivités territoriales afin de répondre à de nombreux problèmes publics comme par exemple l'insécurité alimentaire ou encore « *la formation des femmes en situation de vulnérabilité dans les quartiers populaires* »⁵. Ainsi, à Bamako, l'Organisation pour la Réflexion, la Formation et

1 https://base.socioeco.org/docs/notes-intervention_cnuiced-madani_vfp-2_.pdf

2 <http://www.ripess.org/bamako-exemple-de-co-construction-de-politiques-publiques-de-less-entre-villes-africaine>

3 Déclaration de Bamako, 25-26 avril 2019

4 https://www.socioeco.org/reseau-465_fr.html

5 https://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-8207_fr.html

l'Éducation à la Démocratie et au Développement (ORFED) a « *mis en place des logiques d'intervention sur les principes de l'ESS avec perspective de genre intersectionnel* » afin de permettre l'autonomisation des femmes à travers la formation et l'enseignement. En outre, de nombreuses initiatives ont eu lieu afin d'essayer de lutter contre la pauvreté africaine « *qui a souvent un visage féminin* »⁶, avec notamment la Fédération Nationale des Collectifs d'Organisation Féminines du Mali (FENACOF) qui a permis de « *soutenir les activités génératrices des femmes maliennes en partenariat avec le réseau des caisses d'épargne et de crédit du Mali* ». Ainsi, entre 2009 et 2012, grâce à cette initiative, 150 femmes dans les six communes du District de Bamako ont pu bénéficier d'aides. Ces actions visent à atteindre les objectifs d'éducation de qualité et d'égalité entre les sexes. Elles sont mises en place dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) 2030 par l'ONU. Le district de Bamako tente d'atteindre plusieurs objectifs comme « *la bonne santé et le bien-être* », notamment grâce à la création, dans les années 1990, avec l'aide de la Banque Mondiale, de centres de santé communautaire qui ont permis de répondre à l'insuffisance de l'administration publique dans le domaine de la santé. Ainsi, le district de Bamako s'illustre comme le moteur du Mali en accueillant pas moins de 25 centres de santé communautaire en 1996 et les principales institutions de la mutualité en santé comme la Mutuelle des travailleurs de l'éducation et de la culture (MUTEK) et la Mutuelle des travailleurs de la santé et de l'action sociale (MUTAS) créés dans les années 1980. Cette politique montre ainsi que le district de Bamako favorise les mesures impliquant acteurs privés et publics pour mener à bien ses objectifs comme l'a réaffirmé la Déclaration de la quatrième rencontre du RAESS "Bamako 2016". Elle précise d'ailleurs que : « *L'ESS doit être inscrite dans toutes les démarches et les initiatives des Pouvoirs Publics du Privé qui tentent d'installer la déconcentration, la décentralisation et la régionalisation. Cette considération doit tenir compte du rôle incontournable des Collectivités Locales qui doivent désormais jouer le rôle de promoteur en faveur d'un développement inclusif et d'une économie juste et équitable territorialisée* ». Cette citation illustre ainsi la volonté d'impliquer différents acteurs afin de maximiser les ressources de l'ESS. Par exemple, l'ONG ORFED a bénéficié de l'aide de l'ambassade du Luxembourg et de celle du RIPESS. Sa fondatrice Jeanne d'Arc Ballo est d'ailleurs une entrepreneuse de Bamako qui est également membre du RENAPESS. En outre, l'ONG participe à une démarche de sensibilisation à l'ESS avec une perspective de genre qui se concentre notamment sur l'alphabétisation des femmes. Cette initiative montre donc, d'une part, la transversalité des politiques d'ESS à Bamako et, d'autre part, l'importance de la communication et de la sensibilisation à l'ESS afin de la mettre en avant et de rendre les problématiques et solutions qui y sont apportées plus accessibles à tous. Ainsi, à Bamako, une journée d'information et sensibilisation sur l'économie sociale et solidaire a été mise en place au cours de laquelle le Maire a entrepris des activités de sensibilisation sur la nécessaire transition d'une économie informelle à une économie formelle⁷.

Enfin, les données statistiques et les résultats des actions mises en place dans le cadre de l'ESS dans le district de Bamako sont pour le moment manquants. Ainsi, il est difficile d'évaluer si de réelles transformations sont à l'œuvre. Pour autant, il est important de noter que le projet de

⁶ https://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-8207_fr.html

⁷ <https://youtu.be/PZ6tmzOLG4c>

loi a notamment pour objectif de mettre en place des actions capables d'évaluer les organisations de l'ESS

Pour conclure, malgré le manque d'informations qui ne nous permet pas de savoir si la place de l'ESS dans le district de Bamako est réellement significative et si l'ESS permet d'améliorer les conditions de vie de la population, symboliquement Bamako représente un espoir pour l'ESS et semble être une référence en Afrique puisqu'elle accueille de nombreux échanges et représente l'Afrique dans le conseil d'administration du GSEF. En outre, le maire de Bamako Adama Sangaré joue un rôle actif à cette réussite symbolique ayant été notamment le co-président du Global Social Economy Forum (GSEF).